

**VILLE DE BILLY-MONTIGNY**

*L'an deux mille vingt-trois, le 27 SEPTEMBRE à 18 Heures 30, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 21 SEPTEMBRE 2023, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.*

**Arrondissement de Lens****Etaient présents :**

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, M. MONNIER, J. ROLLAND, P. PECQUEUR et  
Mmes N. MEGUEULLE, F. BRIKI, L. AVIT, M. BREBION, Adjointes au Maire  
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, M. WATERLOT et  
MM. Y. GAUER, R. KRZYZANIAK, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. EECKMAN, E. LALOUETTE,  
Conseillers Municipaux

**Excusés :** M. BAUDERLIQUE (pv. à Mme J. BIESZCZAD-DIANE), Mme L. VERIN (pv. à Mme N. MEGUEULLE), Mme A. FOULON (pv à B. TRONI) ; M. R. DEWASMES (pvr à P. CANIVEZ), Mme T. MOREAU (pvr à M. BREBION), Mme M. C DELAMBRE (pvr à M. MONNIER), Mme L. LOOR (pvr à J. ROLLAND), Mme F. ORMAN, Conseillers municipaux

**Absents :** J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Conseillers Municipaux

**Secrétaire de Séance :** Mme A. MOPTY

-----

**N°23-36 : REVERSEMENT DU TIERS DU PRODUIT DE L'OCTROI  
D'UNE CONCESSION AU CCAS**

L'article 3 de l'ordonnance du 6 décembre 1843 relative aux cimetières précisait expressément les modalités de recouvrement du produit des concessions funéraires et le principe du reversement d'un tiers au profit des pauvres ou des établissements de bienfaisance.

Or, à l'occasion de la rédaction du code d'administration communale issu du décret n°57-657 du 22 mai 1957, les dispositions de l'article 3 précité n'ont été que partiellement reprises avec la suppression de la mention concernant la répartition du produit généré par les concessions funéraires.

Ces nouvelles dispositions ont ensuite été reprises en l'état dans la rédaction de l'article L. 361-14 du code des communes en 1977, puis à l'article L. 2223-15 du code général des collectivités territoriales.

Aussi, la loi n°96-142 du 21 février 1996 a abrogé explicitement la disposition prévoyant la répartition du produit des concessions funéraires à hauteur d'un tiers au bénéfice du Centre Communal d'Actions Sociales. Dès lors, en l'état actuel du droit, le reversement d'un tiers, ou autre quote-part, du produit des concessions funéraires au CCAS constitue une simple faculté pour les communes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide A L'UNANIMITE de ne plus reverser le tiers du produit de l'octroi d'une concession au CCAS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024

Envoyé en préfecture le 02/10/2023

Reçu en préfecture le 03/10/2023

Publié le

ID : 062-216201335-20230927-DEL23\_36-DE

SLOW

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire  
après envoi en Sous-Préfecture

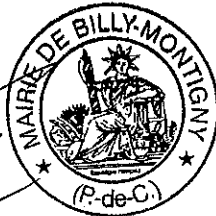

le : **02 OCT. 2023**

et publication ou notification du :

A *BILLY-MONTIGNY*, le

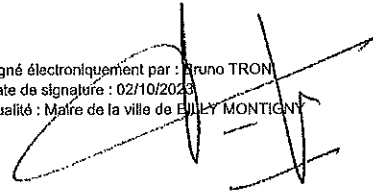
**03 OCT. 2023**

Le Maire,



B. TRONI

Signé électroniquement par : Bruno TRONI  
Date de signature : 02/10/2023  
Qualité : Maire de la ville de BILLY MONTIGNY



#signature#